Défendre la justice :
Comment l'UE peut riposter contre les sanctions américaines visant la CPI

📘 Introduction

Le **Statut de blocage** de l'UE (Règlement CE n°2271/96) interdit aux personnes et entreprises européennes de se conformer aux lois extraterritoriales de pays tiers, comme les sanctions américaines contre la CPI. Ce statut vise à protéger l'ordre juridique de l'UE, ses intérêts économiques et les droits fondamentaux.

⚖️ Contexte des sanctions américaines

Le **Décret présidentiel 14203**, signé par Donald Trump le 5 février 2025, impose des sanctions contre toute personne ou entité qui aide la CPI dans ses enquêtes sur les États-Unis ou leurs alliés, notamment Israël. Cela inclut des mesures contre le procureur en chef Karim Khan.

🧩 Objectif du mémoire

Al-Haq propose que l'UE ajoute ce décret à l'annexe du Statut de blocage, ce qui :

- Interdirait aux opérateurs européens de s'y conformer
- Protégerait les personnes coopérant avec la CPI
- Défendrait la souveraineté juridique de l'UE

📚 Analyse juridique du Statut de blocage

- Le Statut interdit toute conformité directe ou indirecte aux lois listées dans son annexe.
- Il permet aux personnes affectées de demander réparation pour les dommages causés par ces lois.
- Il affirme la primauté du droit européen sur les lois étrangères.

🏛️ Application au cas de la CPI

- Les sanctions américaines entravent les enquêtes sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
- Elles visent à intimider les acteurs de la justice internationale.
- L'UE a le devoir de protéger l'indépendance de la CPI.

🧭 Recommandations d'Al-Haq

1. **Ajouter le décret 14203** à l'annexe du Statut de blocage.
2. **Renforcer les mécanismes de mise en œuvre** du Statut.
3. **Créer des alternatives financières** pour soutenir la CPI.
4. **Condamner publiquement les sanctions américaines**.
5. **Protéger les ONG et les juristes ciblés** par ces sanctions.

📝 Conclusion

L'UE a les outils juridiques nécessaires pour défendre la CPI contre les attaques politiques. En activant pleinement son Statut de blocage, elle peut affirmer son engagement envers la justice internationale et les droits humains.